



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des
Comores au cours du 1^{er} semestre de l'année 2013**

SEPTEMBRE 2013



SOMMAIRE

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX	4
2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR	5
3 - BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2012.....	7
3.1 - Le compte des transactions courantes.....	7
3.2 - Le compte de capital et d'opérations financières	9
4 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	10
4.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2013	10
4.2 - L'exécution du budget au 1er semestre 2013	10
4.2.1 - Les recettes	10
4.2.2 - Les dépenses	11
5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.....	12
5.1 - La masse monétaire	12
5.2 - Les contreparties	12
6 - EXECUTION DU PROGRAMME FEC	14
6.1 - Situation des repères structurels à réalisés à fin Juin 2013	14
6.2 - Exécution budgétaire par rapport aux prévisions du programme au 30/06/2013.....	15

Dans un contexte international encore marqué par les effets de la crise financière, notamment dans les pays européens, la croissance économique mondiale a été inégale d'une zone à l'autre.

Les pays émergents et les pays en développement continuent d'afficher une croissance vigoureuse, bien qu'inférieure aux prévisions, tandis que dans les pays avancés, il semble y avoir une divergence croissante entre les États-Unis, d'une part, et la zone euro, d'autre part. Les prévisions du FMI annoncent une croissance qui devrait atteindre 5% dans les pays émergents et les pays en développement en 2013. Cependant, aux États-Unis et en zone Euro, la croissance serait respectivement de 1,9 % et -0,3 % en 2013.

Au premier trimestre 2013, les enquêtes de conjoncture indiquent une amélioration du climat des affaires dans presque toutes les économies, avec un rebond marqué dans les économies avancées.

Aux Comores, évoluant dans un environnement favorable, le rythme de progression de l'activité économique s'améliore d'une année sur l'autre. Le taux de croissance du PIB est projeté à 3,5% en 2013, après 3% en 2012 et 2,6% en 2011.

Cette croissance de l'activité sera accompagnée d'un niveau élevé du taux d'inflation, projeté à 4,1%, en moyenne pour l'année 2013. Ce taux est toutefois inférieur au taux de 6,2% observé en 2012.

Dans le domaine des finances publiques, les réalisations au 1^{er} semestre 2013 font état d'une forte détérioration du **solde primaire**, qui affiche un déficit de 1,4 milliard FC après un solde excédentaire de 4,3 milliards FC à la même période de l'année dernière. Cette situation s'explique à la fois par la baisse des recettes intérieures, revenant de 22,3 milliards FC au 1^{er} semestre 2012 à 19,5 milliards FC à fin juin 2013, et par une progression des dépenses courantes primaires, passant de 15,5 milliards FC à 16,6 milliards FC dans la même période. Les dépenses en capital financées sur ressources internes sont aussi passées de 1,9 milliard FC au 30 juin 2012 à 4,2 milliards FC à fin juin 2013.

Concernant le secteur extérieur, le solde commercial, structurellement déficitaire, s'est à nouveau creusé au cours du premier semestre 2013, du fait de l'accroissement de la valeur des importations (de 4,5%), et en dépit de la forte amélioration de la valeur des exportations. Pour l'ensemble de l'année, les projections tablent sur un nouveau creusement du déficit du compte courant extérieur, qui devrait s'établir aux alentours de 10% du PIB après 7,2% en 2012, en dépit de la bonne tenue des transferts courants.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire s'est accrue de 11,4% par rapport à son niveau de l'année antérieure, hausse portée par l'accroissement du crédit intérieur, qui est passé de 47,5 milliards FC à 59 milliards FC, soit une hausse de 24%, consécutive à la hausse à la fois des créances nettes à l'État (+26,9%) et des concours bancaires à l'économie (+23,8%). En revanche, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 2,4% en passant de 50,4 milliards FC à 49,2 milliards FC, entraînant une détérioration du taux de couverture extérieure de la monnaie, de 67% à fin juin 2012 à 58,7% à fin juin 2013.

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

La prévision du taux de croissance du PIB pour l'année 2013 se monte à 3,5%, après une réalisation de 3% en 2012 et 2,6% en 2011.

Cette croissance serait principalement tirée par :

- la dynamique de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, notamment avec la réhabilitation du réseau routier national,
- la croissance des financements bancaires au secteur privé,
- la production agricole, bénéficiant des conditions climatiques favorables,
- la consolidation des envois de fonds de la diaspora,
- les concours financiers extérieurs soutenus,
- les économies d'intérêts au titre de l'initiative PPTE.

PIB par branche d'activités au prix constant (en millions FC)

Secteurs /branches	2011	2012	2013 *
Primaire	49 915	51 961	54 092
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	49 915	51 961	54 092
Secondaire	12 989	13 393	13 810
Industries manufacturières	5 146	5 249	5 354
Electricité, gaz, eau	1 514	1 549	1 584
Bâtiments et travaux publics	6 329	6 595	6 872
Tertiaire	40 419	41 069	42 246
Commerce, hôtels, bars, restaurants	20 796	21 670	22 580
Banques, assurances, AI, SRE	7 373	7 624	7 883
Transports et télécommunications	4 751	4 908	5 070
Administrations publiques	11 245	11 469	11 699
Autres services	219	237	256
Production bancaire imputée	-3 965	-4 839	-5 243
PIB	103 323	106 423	110 148

*Sources: Commissariat Général au Plan,
Prévisions

Au niveau des prix, le taux d'inflation devrait enregistrer une baisse par rapport à son niveau observé en 2012, avec une projection de 4,1% contre une réalisation de 6,2% en 2012. Ce ralentissement de la croissance du niveau général des prix s'explique par l'amélioration de la production agricole et par l'atténuation des tensions sur les cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires.

Au 1^{er} semestre 2013, les chiffres fournis par le Commissariat Général au Plan font ressortir un fort ralentissement de l'accroissement du niveau général des prix. Le taux d'inflation en moyenne mensuelle affiche une croissance négative de -0,1% au cours du 1^{er} semestre 2013 contre une hausse moyenne de 0,1% à la même période en 2012, en relation avec une production agricole abondante, notamment la production des tubercules, bananes, légumes frais et des fruits. En glissement annuel, l'indice des prix n'a enregistré qu'une hausse de 0,1%.

Indice des prix à la consommation

Année de base 1999

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
Taux d'inflation annuel (en %)	4,5	4,7	4,9	3,8	1,8	6,2	4,1

*Sources: Commissariat Général au Plan, * Prévisions*

2 - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Le solde commercial, structurellement déficitaire, s'est à nouveau creusé au cours du premier semestre 2013 en comparaison avec le niveau observé un an auparavant, du fait de l'accroissement de la valeur des importations (de 4,5%), et en dépit de l'amélioration de la valeur des exportations (+26,8%).

Cette amélioration des exportations a surtout concerné la vanille, dont les quantités exportées et valeur associée ont fortement augmenté, respectivement de 110% et de 343%.

Les exportations d'essence d'ylang-ylang, qui avaient enregistré une forte contraction l'année dernière, se sont inscrites en hausse. En effet, les quantités exportées sont passées de 13 tonnes en juin 2012 à 20 tonnes en juin 2013, rapportant 418 millions FC contre 280 millions en juin 2012 et 359 millions en juin 2011.

En revanche, les exportations de girofle ont baissé en quantité et en valeur, passant de 853 tonnes en juin 2012 à 622 tonnes en juin 2013, pour des valeurs respectives de 2,1 milliards FC et de 1,6 milliard FC.

Évolution des exportations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (tonnes)		Valeurs FOB (millions FC)		Var (val) 13 / 12 en %
	2012	2013*	2012	2013*	
Vanille	39	83	273	1210	+342,5
Girofle	853	622	2 123	1574	-25,9
Ylang-ylang	13	20	280	418	49,4
Autres essences	-	-	-	-	-
Autres produits	918	692	281	549	95,2
Total	1 823	1417	2 957	3751	+26,8

Source : Direction Générale des Douanes

**Chiffres provisoires*

Les importations se sont établies à 56,2 milliards FC au 30 juin 2013 contre 53,8 milliards FC un an plus tôt, soit une hausse de 4,5%.

Au niveau des produits alimentaires, des évolutions disparates sont observées pour les principaux produits. En effet, les importations de riz ont enregistré une baisse à la fois en volume et en valeur (-18,2%), revenant de 5,6 milliards FC en juin 2012 à 4 milliards FC en juin 2013. De même, les importations de farine et de sucre se sont inscrites dans cette même tendance, avec respectivement des baisses de 12,5% et 20,8% pour les quantités et de 12% et 32,6% pour les valeurs. En revanche, les importations de produits carnés ont augmenté de 23,2% en volume et de 16% en valeur, tandis que les produits laitiers ont vu leur volume croître de 7,8% et leur valeur baisser de 2,6%.

Le volume importé des produits pétroliers s'est accru de 13,7%, s'établissant à 31.137 tonnes contre 27.376 tonnes en juin 2012, tandis que la valeur associée s'est légèrement contractée de 0,5%, en liaison avec la dépréciation du dollar américain par rapport à l'Euro pendant la période. Cette évolution du cours de change a également bénéficié aux importations de ciment, dont le volume importé s'est accru de 2,7% tandis que leur valeur diminuait de 10%.

En revanche, les importations des autres matériaux de construction ainsi que celles de véhicules se sont inscrites en hausse, à la fois en quantité et en valeur.

**Evolution des importations des Comores
aux premiers semestres**

Produits	Quantités (en tonnes)		Valeurs CAF (en millions FC)		Variat (%) 13/12 (val)
	2012	2013*	2012	2013*	
Riz	27 072	22 143	5 599	3 980	- 28,9
Viande, poisson	4 463	5 501	2 360	2 737	+16,0
Farine	5 605	4 906	1 298	1 143	-12,0
Sucre	4 278	3 386	1 468	989	-32,6
Produits laitiers	1 932	2 083	1 121	1 092	-2,6
Produits pharma	147	124	967	395	-59,2
Tissus confection	514	966	211	390	+ 84,7
Produits pétroliers	27 376	31 137	14 001	13 936	- 0,5
Ciment	68 158	69 977	3 255	2 931	- 10,0
Véhicules	2 459	3 138	4 158	6 343	+52,6
Fer, fonte, acier	5 686	7 982	1 784	2 476	+38,8
Autres produits	32 061	41 452	17 540	19 768	+12,7
Total	179 750	192 794	53 762	56 181	+4,5

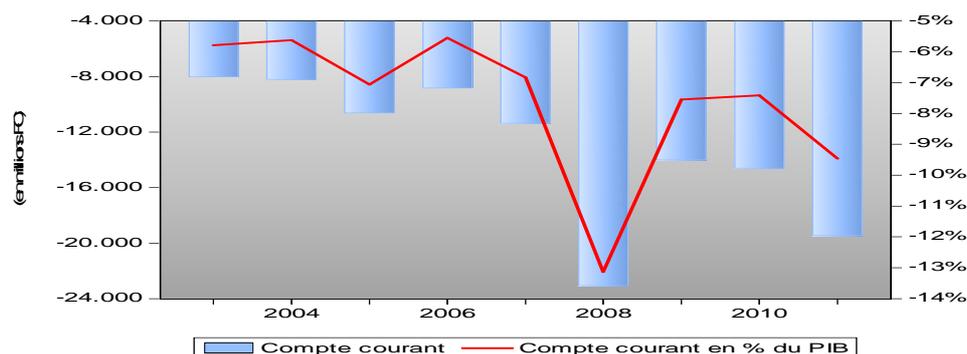
Source : Direction générale des douanes,

** Chiffres provisoires*

3 - BALANCE DES PAIEMENTS DE L'ANNEE 2012

Les statistiques de la balance des paiements pour l'année 2012 font ressortir une amélioration du compte des transactions courantes, qui passe de -19,6 milliards FC en 2011 à -15,8 milliards FC. Cette amélioration a résulté de la bonne tenue du compte des transferts courants qui a bénéficié d'une entrée massive des transferts publics au titre des fonds du programme de la citoyenneté économique. Cependant, en raison des déficits structurels des comptes des biens et services, le solde global courant reste fortement déficitaire.

Évolution du déficit du compte courant (en milliards FC et en % du PIB)



3.1 - Le compte des transactions courantes

3.1.1 - Biens

Le déficit commercial est ressorti à 75,9 milliards FC, s'aggravant de 23,6% par rapport à son niveau de 2011, en liaison avec l'augmentation des importations et le recul des exportations de biens. En effet, la valeur des importations de biens, en valeur FOB, a augmenté de 18,2% pendant que celle des exportations diminuait également de 18,2%, entraînant une baisse du taux de couverture extérieure, de 9,1% en 2011 à 6,9% en 2012.

Les exportations de biens se sont élevées à 7,5 milliards FC en 2012, contre 9,1 milliards FC en 2011. Cette évolution a résulté du recul de 17% des volumes exportés des produits de rente, en dépit d'une augmentation sensible des prix unitaires à l'exportation, à l'exception de ceux de la vanille. En revanche, la valeur FOB des importations a augmenté de 18,2% par rapport à 2011 pour s'établir à 83,4 milliards FC, en liaison avec la hausse des prix en dépit du recul du volume importé. Cette évolution a essentiellement concerné les produits alimentaires et les produits énergétiques.

3.1.2 - Services

Le déficit du compte des services s'est aggravé de 1,7 milliard FC, pour s'établir à 12,9 milliards FC contre 11,2 milliards FC en 2011. Cette détérioration provient de la hausse de 4,5% des dépenses de services, notamment les dépenses au titre des transports. En effet, ces dernières se sont élevées à 25,6 milliards FC, suite essentiellement à la hausse des coûts des assurances et du fret, tandis que les recettes au titre des voyages, principal poste générateur de recettes, ont diminué de 4,6% pour s'établir à 14,8 milliards FC contre 15,5 milliards FC en 2011.

3.1.3 – Revenus

Aux Comores, seule la rubrique « Revenus des Investissements » est renseignée.

Le déficit de la balance des revenus s'est accru de 133,7%, s'élevant à 648 millions FC en 2012 contre 277 millions en 2011. Cette dégradation est fortement liée à l'augmentation des flux débiteurs relative aux paiements d'intérêts (+60,9%), qui a largement compensé celle des flux créditeurs (+7,1%).

Balance des paiements (en millions FC)

	2010	2011	2012*
Compte des transactions courantes	-14 597	-19 615	-15 753
Biens	-57 488	-61 466	-75 941
Crédit	8 386	9 128	7 469
Débit	-65 874	-70 594	-83 411
Services	-10 820	-11 172	-12 933
Crédit	24 172	26 874	26 818
Débit	-34 911	-38 046	-39 751
Revenus	-316	-277	-648
Crédit	1 201	1 342	1 440
Débit	-1 517	-1 619	-2 088
Transferts courants	54 027	53 301	73 770
Crédit	67 647	71 217	92 961
Débit	-15 412	-17 916	-19 191
Compte de capital et d'opérations financières	13 328	15 601	15 220
Compte de Capital	26 445	20 972	19 256
Crédit	26 445	20 974	19 256
Débit	0	0	0
Transferts de capital	10 973	20 972	19 256
Crédit	26 445	20 974	19 256
Débit	0	0	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0
Crédit	0	0	0
Débit	0	-2	0
Compte des opérations financières	-13 117	-5 382	-4 036
Investissements directs	3 099	8 171	3 973
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	3 099	8 171	3 973
Investissements de portefeuille	-17	0	0
Avoirs	-17	0	0
Engagements	0	0	0
Autres investissements	-13 991	-7 493	4 892
Avoirs	-3 524	-3 928	3 537
Engagements	-10 467	-3 565	1 355
Avoirs de réserve	-2 208	-6050	-12 901
Or monétaire	-86	-46	-45
Droits de tirages spéciaux	-1 092	-1 049	-789
Position de réserve au FMI	-17	-9	-14
Devises étrangères	-1 057	-4 950	-12 063
Autres créances	43	4	11
Erreurs et omissions nettes	1 269	4 014	533

Source : Banque Centrale des Comores

* Chiffres provisoires

3.1.4 - Transferts courants

Les transferts courants ont fortement augmenté pour atteindre 73,8 milliards FC en 2012 contre 53,3 milliards FC en 2011, représentant 33,7% du PIB contre 25,7% du PIB en 2011. Contrairement à l'année précédente, l'amélioration du solde des opérations sur les transferts courants a concerné ses deux composantes, privée et publique.

En effet, les transferts publics nets ont fortement contribué à la hausse des transferts courants en 2012. Ils sont passés de 21,4 milliards FC en 2011 à 39,1 milliards FC en 2012, soit une hausse de 83,2% en 2012, en liaison avec l'accroissement des recettes issues des fonds du programme de la citoyenneté économique. Par ailleurs, les transferts privés nets ont enregistré une augmentation de 8,3% par rapport à 2011, s'établissant respectivement à 34,5 milliards FC contre 31,9 milliards FC.

3.2 - Le compte de capital et d'opérations financières

3.2.1 - Compte de Capital

Le compte de capital s'est contracté de 8,2%, passant de 21 milliards FC en 2011 à 19,3 milliards FC en 2012, en liaison avec une remise de dette moins conséquente (218 millions FC) que celle obtenue en 2011 (5,8 milliards FC). En revanche, les financements des organismes internationaux en projets de développement sont passés de 15,2 milliards FC à 19 milliards FC en 2012, soit une hausse de 25,5%.

3.2.2 - Compte des opérations financières

Le compte financier s'est amélioré, affichant une résorption de son déficit, qui est passé de 5,4 milliards FC en 2011 à 4 milliards en 2012. Cette évolution favorable a été en grande partie obtenue grâce au poste des autres investissements, qui est passé d'une situation déficitaire à un niveau excédentaire. En effet, la balance des autres investissements est ressorti positif à 4,9 milliards FC en 2012 contre un déficit de 7,5 milliards FC en 2011.

En revanche, les flux nets des investissements directs, après avoir fortement augmenté en 2011 pour se situer à 8,2 milliards FC, ont diminué pour se situer à un niveau de 4 milliards FC.

4 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

4.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2013

La loi de finances de 2013 a fixé les prévisions budgétaires comme suit :

- 35,2 milliards FC de recettes publiques internes, réparties en 29,6 milliards FC de recettes fiscales et 5,6 milliards FC de recettes non fiscales,
- 26,4 milliards FC de recettes externes,
- 40,3 milliards FC de dépenses courantes primaires, dont 18,4 milliards FC pour le seul poste «salaires »,
- 20,8 milliards FC de dépenses en capital, dont 15,1 milliards FC financées sur ressources extérieures.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

BUDGET GENERAL	(en millions FC)	
	2012	2013
Recettes fiscales	26 871	29 600
Recettes non-fiscales	4 976	5 645
Recettes exceptionnelles		
Recettes externes	23 278	26 402
Total des recettes	50 149	61 647
Dépenses courantes	35 228	40 294
Rémunération du personnel	18 288	18 408
Biens et services	8 154	9 231
Transferts	4116	4 868
Intérêts de la dette	782	881
Dépenses courantes sur financement extérieur	3 888	6 906
Dépenses en capital	16 328	20 798
Sur financement propre	3 909	5 006
Sur financement extérieur	16 377	15 072
Financées sur fonds de contrepartie	672	730
Total des dépenses	52 298	54 196
Solde Primaire*	1 268	4 638

Sources : Lo de Finance Rectificative de 2012 et loi de Finance 2013
** Recettes intérieures – Dépenses courantes intérieures (hors intérêts) – Dépenses en capital sur financement propre*

4.2 - L'exécution du budget au 1er semestre 2013

4.2.1 - Les recettes

Prévues à 19,2 milliards FC au 30 juin 2013, soit 54,6% de l'objectif annuel fixé à 35,2 milliards FC, les recettes intérieures sont estimées à 19,5 milliards FC, en baisse de 12,6% par rapport au mois de juin 2012, où le montant recouvré avait atteint 22,3 milliards FC. Cette évolution s'explique par la forte contraction des recettes non fiscales, dont le niveau a diminué de moitié, en dépit de la consolidation des recettes fiscales, en hausse de 17,1%.

En effet, initialement prévues à 15,8 milliards FC, les recettes fiscales ont atteint 14,6 milliards FC, en amélioration toutefois de 17,1% par rapport au 1er semestre 2012. Cette réalisation représente à mi-parcours 49,3% de la prévision annuelle fixée à 29,6 milliards FC.

Recettes budgétaires de l'État aux 1^{ers} semestres des années 2011 à 2013			
<i>(en millions FC)</i>	Juin 2011	Juin 2012	Juin 2013*
Recettes fiscales	11.053	12.472	14.609
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	2.381	3.049	3.884
TC et assimilées	1.754	2.483	3.293
Commerce international	5.821	5.057	2.508**
Recettes non-fiscales	3.458	9.827	4.872
Total des recettes	14.511	22.299	19.482

Sources : Ministère des finances, CREF

** Chiffres provisoires*

*** Nouvelle classification des recettes douanières, excluant désormais la Taxe à la Consommation et la patente à l'importation ainsi que l'acompte IBD payé à l'importation*

Par ailleurs, fortement impactées en 2012 par le programme de la « Citoyenneté économique », les recettes non-fiscales vont fortement reculer en 2013, la prévision annuelle tablant sur 5,6 milliards FC. Toutefois, au 30 juin 2013, ces recettes ont atteint 4,9 milliards FC, soit 87,5% de la prévision annuelle. Par rapport à la même période de l'année précédente, cette réalisation s'inscrit en baisse de 50,4%, mais demeure supérieure au niveau du 1^{er} semestre 2011.

4.2.2 - Les dépenses

Au 30 juin 2013, les dépenses budgétaires intérieures sont projetées à 20,8 milliards FC, en hausse de 19,3% par rapport au 1^{er} semestre 2012, et représentant 55,5% de la prévision annuelle.

La réalisation observée s'inscrit dans cette tendance, avec des dépenses intérieures évaluées à 20,9 milliards FC.

Dépenses budgétaires de l'État aux 1^{ers} semestres des années 2011 à 2013			
<i>(en millions FC)</i>	Juin 2011	Juin 2012	Juin 2013*
Dépenses courantes primaires	14.159	15.534	16.636
<i>Traitements et salaires</i>	9.170	9.118	9.288
<i>Biens et services</i>	3.445	4.205	4.739
<i>Transferts</i>	1.544	2.211	2.609
Dépenses en capital (fin. propre)	803	1.933	4.252
Total des dépenses intérieures	14.962	17.467	20.888

Sources : Ministère des finances, CREF

** Chiffres provisoires*

Les dépenses courantes primaires se sont établies à 16,6 milliards FC au 1er semestre 2013, en hausse de 7,1% par rapport à leur niveau de juin 2012. Cette hausse a concerné toutes les catégories de dépenses, « salaires », « biens et services » et « transferts » qui ont respectivement augmenté de 1,9%, de 12,7% et de 18%.

Les dépenses en capital sur financement intérieur, initialement prévues à 3,4 milliards FC, ont connu la même tendance, pour s'établir à 4,3 milliards FC, représentant 85% de la prévision annuelle fixée à 5 milliards FC. Cette évolution des dépenses reflète les travaux entrepris par l'État, notamment dans la réfection des routes et la réhabilitation de certains bâtiments publics.

5 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

Entre juin 2012 et juin 2013, la situation monétaire a enregistré les évolutions suivantes :

- Une baisse des avoirs extérieurs nets qui sont passés de 50,4 milliards FC à 49,2 milliards FC, soit un recul de 2,4% après une hausse de 10,5% en juin 2012 ;
- Une progression du crédit intérieur, qui s'est établi à 58,9 milliards FC à fin juin 2013 contre 47,5 milliards FC un an plus tôt, soit une croissance de 24%, consécutif à la hausse des créances nettes à l'Etat de 26,9%, et à l'augmentation de 23,8% des concours bancaires à l'économie ;
- Un accroissement de la masse monétaire, qui a atteint 83,8 milliards FC à fin juin 2013 contre 75,3 milliards FC à fin juin 2012, soit une croissance de 11,4% ;
- Une détérioration du taux de couverture extérieure de la monnaie, qui s'est établi à 58,7% à fin juin 2013 contre 67% un plus tôt.

5.1 - La masse monétaire

A fin juin 2013, l'agrégat « **M1-Moyens de paiements** » a atteint 52,4 milliards FC, en hausse de 10,1% par rapport à fin juin 2012. En revanche, par rapport à décembre 2012, il s'est contracté de 1,2 milliard FC (- 7,2%), en relation avec le recul de 13,9% de la circulation fiduciaire qui s'est élevée à 18,9 milliards FC à fin juin 2013 contre 21,8 milliards FC en décembre 2012.

Les dépôts à vue se sont confortés, augmentant de 12,5% par rapport à juin 2012.

EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)				Variation (%)	
	Déc-11	Juin-12	Déc-12	Juin-13	Juin-12	Déc-12
M1 / Moyens de paiements	48 820	47 654	56 502	52 448	10,1%	-7,2%
Circulation Fiduciaire hors BEF	19 985	17 803	21 755	18 855	5,9%	-13,3%
Dépôts à vue	28 835	29 852	34 747	33 593	12,5%	-3,3%
Banque Centrale	364	527	509	630	19,6%	23,7%
Banques et Etablissements Financiers	28 471	29 325	34 237	32 963	12,4%	-3,7%
M2 - M1 / Epargne Liquide	26 506	27 633	30 871	31 402	13,6%	1,7%
M2 / Masse Monétaire	75 327	75 288	87 373	83 350	11,4%	-4,0%

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

L'agrégat « **M2 - M1, Épargne liquide** » a atteint 31,4 milliards FC en juin 2013, en hausse de 13,6% par rapport à juin 2012 et de 1,7% par rapport à décembre 2012.

Toutes échéances confondues, les dépôts sont détenus à plus de 70% par les particuliers, les entreprises privées ne représentant que 17,6%.

5.2 - Les contreparties

A fin juin 2013, les **avoirs extérieurs nets** se sont établis à 49,2 milliards FC, en baisse de 2,4% par rapport à juin 2012. Cette baisse résulte de la contraction des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, qui sont passés de 49,7 milliards FC à 48,4 milliards FC, entre juin 2012 et juin 2013, que n'a pu compenser la hausse de 18,8% des avoirs extérieurs nets des banques et établissements financiers.

Par rapport à décembre 2012, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 13,5 milliards FC, en liaison avec le fort repli des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Le **crédit intérieur** a atteint 59 milliards FC, en hausse de 24% par rapport à juin 2012 et de 19,5% par rapport à décembre 2012.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)				Variation (%)	
	Déc-11	Juin-12	Déc-12	Juin-13	Juin-12	Déc-12
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	53 860	50 431	62 737	49 237	-2,4%	-21,5%
Banque Centrale des Comores	49 127	49 717	62 172	48 389	-2,7%	-22,2%
Actifs Extérieurs	59 859	61 535	72 761	59 767	-2,9%	-17,9%
Engagements Extérieurs	-10 732	-11 818	-10 589	-11 379	-3,7%	7,5%
Banques et Établissements Financiers	4 733	714	565	848	18,8%	50,0%
Actifs Extérieurs	8 638	5 199	5 524	5 634	8,4%	2,0%
Engagements Extérieurs	-3 905	-4 485	-4 959	-4 786	6,7%	-3,5%
CREDIT INTERIEUR	45 845	47 538	49 330	58 958	24,0%	19,5%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	6 016	3 193	1 604	4 050	26,9%	152,6%
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	13 791	14 683	13 779	14 651	-0,2%	6,3%
Dépôts (de l'Administration Centrale)	-7 775	-11 491	-12 175	-10 601	-7,7%	-12,9%
Crédits à l'économie	39 829	44 346	47 726	54 908	23,8%	15,0%
Autres Sociétés Financières	0	0	0	21	-	-
Adm. États Fédérés et Locales	220	204	188	171	-16,2%	-9,0%
Sociétés Non Financières Publiques	1 178	1 870	512	1 850	-1,1%	261,3%
25 413	22 162	22 553	25 413	29 493	30,8%	16,1%
Autres Secteurs Résidents	16 269	19 719	21 613	23 373	18,5%	8,1%
AUTRES POSTES NETS	-24 378	-22 682	-24 694	-24 345	7,3%	-1,4%
Total des Contreparties	75 327	75 288	87 373	83 350	11,4%	-4,0%

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Cette évolution est attribuable à l'accroissement des crédits à l'économie qui sont passés de 47,7 milliards FC en décembre 2012 à 54,9 milliards FC en juin 2013, après 44,3 milliards FC en juin 2012.

De juin 2012 à juin 2013, l'encours des crédits octroyés aux entreprises privées a augmenté de 6,9 milliards FC, soit une hausse de 30,8%, tandis que les crédits accordés aux particuliers augmentaient de 3,7 milliards FC, soit une hausse de 18,5%.

Les crédits à court terme, y compris les découverts, voient leur part s'accroître, représentant 54,5% de l'encours à fin juin 2013 contre 51,7% en décembre 2012, après 50,6% en juin 2012. Parallèlement, les créances nettes à l'Administration Centrale ont augmenté de 26,9% pour s'établir à 4 milliards FC après 3,1 milliards FC en juin 2012 et 1,6 milliard FC en décembre 2012. Cette évolution est en rapport avec la baisse des dépôts, dont l'encours est passé de 11,5 milliards FC en juin 2012 à 10,6 milliards FC en juin 2013 après 12,2 milliards FC en décembre 2012, les créances brutes restant stables à 14,6 milliards FC en juin 2013 contre 14,7 milliards FC en juin 2012, après 13,8 milliards FC en décembre 2012.

6 - EXECUTION DU PROGRAMME FEC

En juin 2013, la 5^{ème} revue a été validée par le Conseil d'administration du FMI, tous les critères de réalisation et objectifs quantitatifs ont été atteints à fin décembre 2012 et à fin mars 2013. Dans le domaine structurel, quatre des cinq repères du programme ont été tenus. La 6^{ème} et dernière revue devra se tenir en septembre 2013.

6.1 - Situation des repères structurels à réalisés à fin Juin 2013

Mesures	Justification macroéconomique	Date	Avancement/Date révision
Gestion des finances publiques			
Mise en œuvre des nouveaux cadres institutionnels (organiques) pour les administrations de l'Union et des îles	Donner une taille appropriée à la fonction publique pour veiller à la viabilité budgétaire à moyen terme	Janvier 2013	Non observé; reporté à Juin 2013
Nommer le Conseil d'administration de la nouvelle administration générale des impôts	Renforcer l'efficacité de l'administration fiscale	31 mars 2013	Observé
Établir un réseau électronique entre les quatre principaux Bureaux de Douanes du pays	Renforcer l'efficacité de l'administration des douanes et faciliter l'atteinte des objectifs à moyen terme de recettes et autres soldes budgétaires clés du programme	30 Juin 2013	En cours
Préparer une stratégie de réforme de la gestion des finances publiques pour 2014-2017	Renforcer davantage l'efficacité de la gestion du budget; améliorer la qualité de la dépense publique; et consolider la viabilité budgétaire et macroéconomique à moyen terme.	Juin 2013	En cours
Réforme des entreprises publiques			
Compléter une évaluation des subventions directes et indirectes, et des créances croisées (contractuelles et arriérées) entre l'État, la Ma-Mwe et SCH	Assurer un fonctionnement efficient et efficace du secteur énergétique afin de supporter la croissance économique.	Septembre 2013	Nouveau
Définir une cadre de réforme de la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH)	Assurer une offre fiable de produits pétroliers et limiter les pressions budgétaires liées aux subventions	Mars 2013	Observé

6.2 – Exécution budgétaire par rapport aux prévisions du programme au 30/06/2013

<i>(en millions FC)</i>	Prog (1)	Exécution* (2)	Ecart (2) - (1)
Recettes intérieures	19.243	19.481	+ 238
<i>Recettes fiscales</i>	15.815	14.609	- 1.206
<i>Dont Commerce international</i>	2.526	2.508	- 18
<i>Recettes non-fiscales</i>	3.428	4.872	+ 1.444
Recettes extérieures	12.828	12.724	- 104
<i>Dont : Aides Budgétaires</i>	2.500	2.397	- 103
Total des recettes	32.071	32.205	+ 134
Dépenses courantes	20.921	20.179	- 742
<i>Traitements et salaires</i>	9.312	9.288	- 24
<i>Biens et services</i>	5.166	4.739	- 427
<i>Transferts</i>	2.988	2.609	- 379
<i>Intérêts de la dette</i>	129	217	+ 88
<i>Dette extérieure</i>	44	120	+ 76
<i>Dette intérieure</i>	85	97	+ 12
<i>Dépenses courantes sur financement extérieur</i>	3.326	3.326	-
Dépenses en capital	11.004	11.254	+ 250
<i>Dont : fin. ressources intérieures</i>	3.370	4.252	+ 882
Prêts nets	0	1.500	+ 1.500
Total des dépenses	31.925	32.933	+ 1.008

Sources : Ministère des finances, CREF, FMI
** Provisoires*